

Le Burkina Faso, nouveau maillon faible dans la lutte antidjihadiste

La multiplication des attaques inquiète Paris et les pays voisins

Les mouvements djihadistes au Sahel ressemblent à une flaque de mercure sur le sol : frappée, elle éclate en une multitude de billes toxiques qui se dispersent. Les violences meurtrières qui déstabilisent le Burkina Faso, et notamment l'est du pays depuis le printemps, ne peuvent être dissociées des opérations militaires menées dans la zone dite « des trois frontières » (Mali, Niger, Burkina Faso) par les armées nationales de ces pays, par les Français de la force « Barkhane » et, bien que moins opérationnelle, par la force régionale conjointe du G5 Sahel.

Plus généralement, depuis le début de l'intervention militaire française au Mali en janvier 2013, les groupes armés se sont multipliés ; l'espace contaminé par les violences s'est étendu, réduisant d'autant la capacité de faire avancer des projets de développement dans des régions marginalisées et paupérisées.

En visite vendredi 19 octobre à Ouagadougou, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a pu constater l'ampleur du problème. L'Institut français ne rouvrira qu'en février 2019 au plus tôt. Il avait été fermé depuis l'attaque simultanée en mars de deux commandos du groupe djihadiste Al-Mourabitoune – affilié au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lui-même filiale d'Al-Qaida dans l'ouest du Sahel – contre l'état-major de l'armée burkinabée et l'ambassade de France.

« Etape constructive »

De même, la Maison de la jeunesse et de l'innovation tout juste inaugurée dans la capitale, et censée marquer l'esprit de la nouvelle politique française d'Emmanuel Macron à destination de ses « partenaires » africains, devra

attendre avant de pouvoir accueillir un large public.

Un programme d'aide française de plusieurs millions d'euros dans le nord du Burkina Faso est également mal engagé. Le soir de l'arrivée de M. Le Drian à Ouagadougou, la gendarmerie de Djibo, l'une des principales villes du nord du pays, était en effet attaquée, les cellules vidées de leurs prisonniers. « Nous pensions que cette ville, au moins, était sécurisée par les autorités burkinabées », regrettait une source française. Le nombre de personnes déplacées, fuyant les violences, est passé de 3 600 en octobre 2017 à 40 000 un an plus tard, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Et 470 écoles ont fermé leurs portes sous la menace des groupes armés.

Pas une semaine ne passe sans que le bilan humain s'alourdisse – officiellement, 243 civils ou militaires ont été tués depuis octobre 2015 – ou que les autorités burkinabées montrent leur impuissance. A tel point que Ouagadougou a appelé « Barkhane » à la rescousse, pour la première fois, début octobre. Des Mirage 2000 français, partis de leur base de Niamey, avaient alors frappé des hommes à moto après l'attaque d'une gendarmerie dans la province septentrionale du Soum.

Quelques jours plus tard, des forces spéciales françaises (dont des éléments sont stationnés dans la banlieue de Ouagadougou) intervenaient vers la ville de Pama, dans l'est du pays. « Le rôle de Barkhane, c'est aussi d'appuyer les forces nationales si elles le demandent », avait alors justifié le ministre française des armées, Florence Parly. « Une étape utile, constructive a été franchie », avait-elle ajouté le 8 octobre. Au risque, pour la France, d'étirer en-

core un peu plus un champ d'intervention sahélien déjà grand comme l'Europe.

« Verrou »

Jusqu'alors, le Burkina Faso préférait agir seul. « On entend ici un bruit de fond anti-français, renforcé par une forme de déni dans lequel s'enfermait le pouvoir concernant la menace sécuritaire », glisse un ressortissant français de Ouagadougou. Longtemps, le pays a échappé aux mouvements de rébellion, attentats, tensions communautaires ou activisme de groupes islamistes armés qui

Pas moins de 470 écoles ont fermé leurs portes sous la menace des groupes armés

frappaient ses voisins. La chute de Blaise Compaoré, président que l'on croyait inamovible (1987-2014) et navigateur avisé dans les zones de turbulences sahéliennes, a exposé les faiblesses d'un pays où les forces de sécurité ont été profondément perturbées par le changement de régime.

La situation ne cesse de se dégrader depuis, pour toucher dorénavant la partie orientale du pays. Les attaques meurtrières se multiplient ces dernières semaines, dirigées pour l'essentiel contre les forces de sécurité. A ce jour, aucune d'entre elles n'a été revendiquée.

Jusque dans les couloirs de la présidence de Roch Marc Christian Kaboré, on cherche à accréditer la thèse d'un mélange de banditisme transfrontalier couplé à l'activité d'anciens membres du régiment d'élite de la sécurité pré-

sidentielle de Blaise Compaoré, aujourd'hui dissous, cherchant à déstabiliser le pouvoir. « On n'y croit pas », tranche une source sécuritaire française, qui redoute que « le Burkina soit sur le point de devenir le principal maillon faible de la région dans la lutte contre les groupes terroristes ».

Le mode opératoire et les cibles visées rappellent ce qui se passe au nord, et au Mali. « L'est du Burkina est un lieu de chasse, de transhumance et d'orpaillage qui

a été déstabilisé par des groupes d'intérêts extérieurs à la région. Une partie de la population locale se tourne donc vers le GSIM, perçu comme un recours depuis que certains de ses membres se sont installés dans cette zone boisée difficilement accessible pour se mettre à l'abri de "Barkhane" », affirme un fin connaisseur de la région.

Depuis près d'un an, les militaires français ont intensifié leur pression sur la zone des trois

frontières, sans toutefois parvenir à la stabiliser.

Mi-octobre, les ministres de la défense du Togo, du Bénin, du Burkina et du Niger se sont réunis pour la première fois avec l'objectif de coordonner leurs efforts sécuritaires. « Le Burkina constitue un verrou entre le Sahel et les pays côtiers, explique son ministre des affaires étrangères, Alpha Barry. S'il saute, ses voisins seront atteints. » ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

